



Le 20 novembre 2013

**Anne-Cécile Ragot**

[acragot@gmail.com](mailto:acragot@gmail.com)

skype : acragot\_aa

<http://alternativesetalliances.com/http://alternativesetalliances.com/>

[annececile.taoa@gmail.com](mailto:annececile.taoa@gmail.com)

skype : annececile\_taoa

<http://www.taoaproject.org/>

*Anne-Cécile Ragot est consultante et spécialiste des monnaies sociales et de l'économie collaborative, directrice associée de l'agence de conseil en innovation sociétale Alternatives et Alliances et présidente de l'association TAOA qui œuvre à soutenir et promouvoir le développement des monnaies sociales.*

## Réinventer l'économie locale : quand les citoyens se réapproprient la monnaie pour repenser le territoire

Il existe plus de 5 000 monnaies sociales et complémentaires dans le monde. Elles sont dites sociales car elles visent à créer de la valeur sociale et/ou environnementale. Elles sont complémentaires, car elles n'ont pas pour objectif de remplacer nos monnaies conventionnelles (comme l'Euro) mais bien de les compléter, facilitant les échanges en mariant besoins non satisfaits et ressources non utilisées, ou en permettant de flécher des flux monétaires vers des territoires et des acteurs économiques qui en ont besoin. Parmi les projets de monnaies sociales et complémentaires, on compte des projets très différents les uns des autres : des SEL (systèmes d'échange locaux), des banques de temps, des monnaies locales, des monnaies inter-entreprises, etc. Chaque monnaie a ses propres objectifs, ses propres caractéristiques et sa propre manière de fonctionner. Dans cet article nous nous intéressons spécifiquement aux monnaies locales et complémentaires (MLC).

### La monnaie locale, un outil au service du territoire

Si l'on reprend la définition donnée par Patrick Viveret, « *la principale fonction de la monnaie, sa justification historique est de faciliter l'échange et l'activité entre les êtres humains en établissant une unité de compte commune et en créant un espace de confiance (d'où le terme de monnaie fiduciaire qui signifie "foi, confiance" en latin)* ». La monnaie est donc un simple outil au service d'un projet commun.

La question est de savoir quel est ce projet ? Quelle économie locale souhaitons-nous pour notre territoire ? Comme le dit très bien Bernard Lietaer<sup>i</sup> : « *Il est temps de déterminer où nous voulons aller et de construire un système monétaire pour nous y emmener* ». Mais qui est ce « nous » ? Comment mettre en œuvre un dispositif qui nous permette de co-construire une monnaie au service du bien-être ? Réinventer la monnaie, c'est redéfinir notre projet de société, le « faire ensemble » doit donc être le socle de toute démarche de mise en place d'une MLC.

C'est en cela que les MLC s'inscrivent dans une vision solidaire. Nous ne parlons pas ici de la solidarité au titre de la valeur morale, il ne s'agit pas de « faire acte de charité » en faveur des acteurs économiques les plus faibles. Nous parlons ici de solidarité au sens de la cohésion sociale, « *du lien social, et des moyens de faire tenir ensemble les différentes composantes de la société (...). Une des caractéristiques de l'idée de cohésion sociale vient de ce qu'elle déplace l'action publique des institutions vers les individus*<sup>ii</sup> ». Si la puissance publique a un

rôle à jouer dans le développement des MLC, c'est en offrant à la société civile les moyens de choisir et d'agir, de mettre en œuvre l'économie locale qui fait sens à ses yeux. Cela implique que l'Etat, et plus largement les collectivités territoriales, évoluent d'un rôle de « patriarche dominant » dictant leur vision du bien-être des territoires, à un rôle émancipateur offrant aux citoyens un cadre de collaboration, des clés de compréhension, des moyens et des outils pour qu'ils co-dessinent et co-développent l'économie de demain : une économie durable et porteuse de sens.

Outil de coopération pour un territoire donné, une MLC est « vecteur d'un autre modèle de développement économique : forcément solidaire et inclusif, au service de tous et de la transformation du territoire »<sup>iii</sup> Elle circule sur un quartier, une ville, un ensemble de communes ou même une région, et dans un réseau d'acteurs choisis (des citoyens, des commerces et services de proximité, des artisans, des entreprises locales, des acteurs de l'économie sociale et solidaire, des collectivités publiques...). Elle vise à soutenir le développement d'un certain type d'économie, que l'ensemble des parties prenantes souhaite voir renforcé ou émerger sur leur territoire. En cela, elle flèche les flux monétaires vers des acteurs spécifiques qui s'engagent, en acceptant cette monnaie, à jouer pleinement leur rôle d'opérateur du développement local. Les MLC ont en général « pour objectifs de redynamiser l'économie locale en relocalisant les échanges, favoriser la consommation responsable, éthique et écologique, recréer du lien social et de la solidarité, par une action citoyenne et démocratique »<sup>iv</sup>.

## Une réponse aux dysfonctionnements du système monétaire mondial

La crise est sans aucun doute un facteur du développement des MLC. En poussant les citoyens à s'interroger sur les dysfonctionnements flagrants du système monétaire, elle nous invite à remettre en question celui-ci, mais surtout à nous réapproprier l'outil monnaie pour décider de ce que nous souhaitons financer, dans quel réseau d'acteurs nous souhaitons voir notre monnaie circuler, vers quel type d'économie nous souhaitons flécher des capitaux.

Pour saisir l'intérêt des MLC, il faut d'abord comprendre les dysfonctionnements de notre système monétaire traditionnel. Comme l'explique Bernard Lietaer dans une interview de L'écho, du 30 mai 2012<sup>v</sup> : « Au cours des quarante dernières années, le Fonds monétaire international a identifié dans le monde 145 crises bancaires, 208 crashes monétaires et 72 crises de dette souveraine – soit, en moyenne, une dizaine de crises par an. (...) En étudiant les écosystèmes naturels, le chercheur américain Robert Ulanowicz a pu montrer que la durabilité des systèmes complexes dépend de deux variables clés : la diversité des organismes et leur interconnectivité (...). Si ces deux variables ne sont pas suffisamment équilibrées, le système sera soit inefficace (improductif), soit instable. (...) Notre système monétaire est une monoculture, or une monoculture est toujours instable. Le cœur du "problème" est donc, selon le Club de Rome, le manque de diversité des émetteurs de monnaie. » L'émergence des MLC permettrait d'apporter la diversité dont notre système monétaire manquerait et ainsi de lui donner une plus grande stabilité. Bernard Lietaer cite également les chiffres suivants : « En 2010, le volume de transactions sur le marché des devises (Forex) a atteint 4 trillions de dollars par jour – l'économie réelle n'en représente que 2% ». Tout l'enjeu des MLC est donc de remettre la monnaie au service de l'économie réelle. Comme le rappellent les promoteurs du SOL Violette (monnaie locale de Toulouse), « en affectant la monnaie à un circuit local, en la retirant des marchés spéculatifs, le SOL c'est plus d'argent pour nous et moins pour Wall Street. »<sup>vi</sup>

Depuis une dizaine d'années, les projets de MLC se multiplient un peu partout dans le monde. L'Allemagne est en tête avec son programme REGIO, qui regroupe environ 30 monnaies locales opérationnelles, dont le Chiemgauer<sup>vii</sup> lancé en 2003. « Le réseau Chiemgauer compte aujourd'hui 3 050 membres (1% de la population de la région) : 602 entreprises, 217 associations, 2 230 consommateurs<sup>viii</sup> » ; « 550 000 Chiemgauer sont en circulation, qui génèrent un chiffre d'affaires 100% local de plus de 6 millions d'Euros »<sup>ix</sup>. « Le Chiemgauer en Allemagne a permis aux magasins labellisés d'augmenter de 10 % leur chiffre d'affaires et de créer des emplois »<sup>x</sup>.

Parmi les plus connues, on compte aussi le Palmas<sup>xi</sup> au Brésil. Lancée en 2002 dans le Conjunto Palmeiras, cette monnaie locale a aujourd'hui parfaitement rempli son objectif d'enrayer la fuite de l'argent en dehors du territoire, puisque 93% des personnes déclarent réaliser des achats à l'intérieur du quartier contre 20% en

1997. La monnaie constitue en cela un outil d'éducation simple pour inciter les habitants d'un territoire à acheter local, et contribuer ainsi au développement de l'économie pour leur propre bénéfice.

Bristol Pound<sup>xii</sup> à Bristol, le Bon Netz Bon<sup>xiii</sup> à Bâle, les Udis<sup>xiv</sup> à Suchitoto-Salvador, les Peces<sup>xv</sup> à Yoro-Honduras, les Coopevales<sup>xvi</sup> à Quilali-Nicaragua : les initiatives sont nombreuses et la France fait partie des pays les plus dynamiques du mouvement. Depuis 2010, les MLC s'y multiplient : on compte une soixantaine de projets en cours ou en préparation dans le pays<sup>xvii</sup>. L'Abeille<sup>xviii</sup> à Villeneuve-sur-Lot, l'Héol à Brest, l'Eusko dans le Pays basque, la Roue dans le Vaucluse, la Mesure à Roman, le SOL violette à Toulouse, la Pêche à Montreuil, la Luciole en Ardèche...

## Comment ça marche ? La monnaie locale mode d'emploi

En France, la majorité des projets de monnaies locales sont initiés par des groupes de citoyens, souvent déjà engagés dans les réseaux de l'Economie Sociale et Solidaire. Organisés en association loi 1901, la plupart cherchent le soutien et la collaboration des collectivités publiques. Depuis peu, on voit aussi ces dernières lancer des projets de MLC. Elles les co-construisent avec l'ensemble des partenaires du territoire (citoyens, entreprises, associations, élus, banques...), une association étant créée pour porter la dynamique. C'est le cas par exemple du département d'Ille-et-Vilaine avec le Galleco ou de l'agglomération les Lacs de l'Essonne, qui lancera prochainement les Lacs.

### L'émission de la monnaie locale

Le citoyen peut se procurer des coupons de monnaie locale de plusieurs façons. Par exemple, il se rend dans un bureau de change (chez un commerçant ou dans la banque partenaire), pour changer des Euros contre des unités de compte locales (1€ = 1 UCL ; parfois, une légère bonification de 5% peut être proposée pour inciter au change). Si la personne est bénéficiaire d'un programme de soutien, elle peut recevoir des UCL au titre d'aides sociales, via les centres communaux d'action sociale ou les maisons des chômeurs par exemple. Des salariés peuvent aussi accepter, sur le mode du volontariat, qu'une partie de leur salaire leur soit versée en MLC. C'est d'ailleurs le cas du maire de Bristol, qui se paye intégralement en Bristol Pond.<sup>xix</sup>

### Une monnaie 100% garantie en Euros

Chaque UCL en circulation est garantie par une contre partie en euros, déposée sur un compte dans la banque partenaire du projet. Ainsi à tout moment le volume global des UCL en circulation est disponible en Euros. Les banques partenaires ne sont pas choisies au hasard. Car lorsque nos euros sont en banque, ce n'est pas pour autant qu'ils dorment. Ils constituent un dépôt de garantie pour la banque, qui sera alors autorisée à parier sur les marchés financiers une somme bien supérieure à celle déposée dans ses coffres. L'objectif est donc de trouver une banque qui puisse garantir que les euros déposés en garantie des UCL soient utilisés pour financer des projets de l'économie sociale et solidaire. Par exemple, pour chaque SOL-Violette en circulation, un Euro est placé soit au Crédit Municipal, soit au Crédit Coopératif. Dans le premier cas, les euros sont utilisés pour octroyer des microcrédits à des personnes en situation d'exclusion financière ; dans le second, ils servent à financer des projets d'économie sociale et solidaire à Toulouse.<sup>xx</sup>

### La circulation de la monnaie locale

Avec ces coupons dans leur porte-monnaie, les citoyens peuvent faire leurs courses auprès des prestataires agréés du réseau, chez le boulanger, le cordonnier, le coiffeur, le réparateur de vélo, le boucher... Le commerçant encaisse les UCL et à son tour il peut les dépenser auprès d'autres prestataires du réseau : un fournisseur de matières premières, un imprimeur, un service de livraison, un traiteur... On favorise ainsi les circuits courts et les productions locales. Si le prestataire ne trouve pas de débouchés pour dépenser ses UCL, il peut les reconvertir en euros (moyennant parfois un malus). Bien sûr l'objectif est de faire circuler les UCL le plus vite et le plus longtemps possible. C'est la circulation de la monnaie qui crée la richesse. On estime que la vitesse de circulation de l'euro est de 2,5, quand celle d'une MLC se situe plutôt entre 4 et 8. Si 100 UCL sont encaissées successivement par 8 prestataires du réseau avant d'être reconverties en euros, on a produit l'équivalent de 800 € de chiffre d'affaire pour l'économie locale. Tout l'enjeu est donc de créer une boucle d'échange complète (de manière à ce que chacun trouve aisément comment dépenser ses UCL), afin d'éviter les stocks (quand la monnaie ne circule pas) et les fuites (quand la monnaie est convertie en euros). Le projet Gota Verde, dans la province de Yoro au Honduras, est un bon exemple, puisqu'il a intégré dans la boucle d'échange une ressource indispensable à tous : des agro-carburants.<sup>xxi</sup>

## Les clefs de la réussite

L'une des clés de réussite d'un projet de MLC est le soutien simultané à la production et à la consommation. Par exemple, Banco Palmas supporte le développement des entrepreneurs locaux grâce à des microcrédits en Reals, tout en octroyant aux habitants du quartier des microcrédits à la consommation en monnaie locale. Le succès dépendra aussi de la qualité de l'offre du réseau de prestataires acceptant les paiements en monnaie locale : elle doit être attrayante, compétitive et diversifiée. Quels sont les prestataires qui manquent sur notre territoire ? Un poissonnier ? Un magasin de prêt à porter ? Une épicerie bio ? Comment les faire venir ? Un projet de monnaie locale doit être complété par un dispositif d'aides (émanant soit de la collectivité publique, soit d'associations, soit d'entreprises) permettant à de nouvelles activités de s'installer et de venir compléter le réseau.

Le choix des prestataires qui acceptent la monnaie locale n'est pas neutre puisque ce sont vers eux que les porteurs du projet décident de flécher les flux monétaires. Il est donc important de décider « ensemble » des critères d'agrément pour appartenir au réseau. L'objectif est d'aller vers une économie plus respectueuse des hommes et de la planète. Mais chaque territoire a ses propres problématiques, les critères varient donc d'une monnaie locale à l'autre. Par exemple, sur l'agglomération des Lacs de l'Essonne, l'objectif est de redynamiser les centres-villes et de soutenir les commerces et services de proximité qui souffrent de la concurrence des grands centres commerciaux voisins. Une monnaie locale permettra de rééquilibrer le rapport de force en offrant un outil de communication et de fidélité aux petits entrepreneurs locaux. La plupart de ceux-ci ne sont pas des acteurs de l'économie sociale et solidaire ; pour autant, il est urgent de les soutenir. Ils attirent les passants, sont des lieux de rencontres et d'échange, favorisent le lien social et la vie de quartier. En adhérant au réseau de la monnaie locale, ils s'engageront à entrer dans une démarche de progrès. Le rôle du réseau sera de les sensibiliser et de les accompagner vers de meilleures pratiques environnementales et sociales.

## Comment co-construire ? Les outils de l'intelligence collective

Les MLC sont donc des monnaies citoyennes imaginées POUR et PAR des communautés. Elles sont pilotées par des groupes de citoyens réunis le plus souvent dans le cadre d'une association porteuse du projet. Rendre les citoyens acteurs du projet est essentiel. L'objectif de ces monnaies citoyennes est en effet de permettre au plus grand nombre de se réapproprier la monnaie en comprenant ses mécanismes, en la « disséquant », pour la reconstruire à l'image de l'économie qu'ils souhaitent pour leur territoire. Comme l'expliquent les coordinateurs du SOL Violette : « *Plus qu'une monnaie, nous avons créé un groupe de citoyens capables de piloter une monnaie.* »

L'une des premières actions d'un projet de MLC est de décider « *comment nous allons décider* ». La gouvernance et le processus de décision sont au cœur des projets de MLC. Travailler ensemble, co-construire n'est pas aussi instinctif que l'on veut bien le penser. La coopération s'apprend, se pratique, et ce au moyen de différentes méthodologies d'intelligence collective. La « sociocratie », processus de décision et de gouvernance, est l'une des options souvent retenues. Le principe est simple : co-construire les solutions et les adopter par consentement. Pour prendre une décision en sociocratie, on procède de la façon suivante : une personne fait une proposition ; s'en suit un tour de parole pour clarifier celle-ci et s'assurer qu'elle est entendue de la même façon par tous. Puis un second tour de parole a lieu pour soulever des objections, qui sont accueillies avec bienveillance et viennent augmenter la proposition. Quand il n'y a plus d'objection, la proposition est adoptée. Il existe de nombreuses autres méthodes d'intelligence collective reprenant les fondamentaux de la coopération pour les mettre au service du succès de l'organisation.

De même la stratégie organisationnelle du projet, l'architecture des différentes instances de décision et groupes de travail doivent être pensées avec soin, afin qu'elles soient représentatives du territoire et de l'ensemble de ses parties prenantes.

## Les places respectives de la société civile et de la puissance publique

Si les MLC sont avant tout des projets citoyens, les collectivités territoriales ont aussi leur rôle à jouer dans leur développement. Elles doivent être des facilitateurs pouvant financer certaines lignes du projet, promouvoir la démarche, mettre à disposition des équipes pour collaborer. Mais toutes les décisions doivent être laissées au

comité de pilotage (composé de représentants des citoyens, associations, entreprises, pouvoirs publics). Même si elle finance, la collectivité doit s'efforcer de « lâcher prise » et de faire confiance au collectif.

En France, l'un des grands défis actuels est de rendre possible le paiement en MLC de certains services municipaux (la piscine, la bibliothèque, les transports...), voire même celui des impôts et taxes locales. C'est le cas à Bristol avec les Bristol Pounds, ou encore dans deux villes en Autriche où l'on peut payer 75 % de ses taxes en utilisant une monnaie locale, le Talent<sup>xxii</sup>. Pour l'instant, en France, il faut convaincre le trésorier-payeur général, qui n'a pas encore répondu positivement à cette demande. La négociation est menée à l'échelle nationale par le réseau SOL et celui des MLC. On peut penser qu'une fois la monnaie locale encaissée par telle ou telle collectivité, cette dernière serait encouragée à réviser sa charte des fournisseurs et à se tourner plutôt vers des partenaires locaux. Ce qui permettrait de « fermer la boucle ».

---

<sup>i</sup> Bernard Lietaer : ancien haut fonctionnaire de la [banque centrale de Belgique](#) co-fondateur de l'[Euro](#) et grand promoteur des monnaies sociales

<sup>ii</sup> Cahier solidaire du Grand Lyon, n°1 La solidarité, fondements, rouages, grands questionnement, p40

<sup>iii</sup> *Cahier d'espérances « Richesses et Monnaies », rédigé à l'occasion des Etats généraux de l'Economie Sociale et Solidaire 2001, et coordonné par Céline Withaker*

<sup>iv</sup> <http://www.monnaiesendebat.org/spip.php?article35>

<sup>v</sup> <http://www.scribd.com/doc/95659197/Demultiplier-le-systeme-monetaire-pour-resoudre-les-crisis-interview-de-Bernard-Lietaer-L-echo-2012-05-30>

<sup>vi</sup> <http://arecom-geneos.com/~fbosque/sol/sol-violette/072-SOL-violette-plaquette-commer%e7ant.pdf>

<sup>vii</sup> <http://www.monnaiesendebat.org/spip.php?article8>

<sup>viii</sup> <http://www.monnaiesendebat.org/IMG/pdf/chiemgau.pdf>

<sup>ix</sup> <http://www.euskalmoneta.org/wp-content/uploads/2012/10/Leusko-pour-les-professionnels.pdf>

<sup>x</sup> <http://www.ille-et-vilaine.fr/galleco/>

<sup>xi</sup> <http://www.taoaproject.org/bresil-banques-palmas/la-monnaie-palmas-en-resume/>

<sup>xii</sup> <http://www.taoaproject.org/monnaies-locales/brixton-pound-londres/>

<sup>xiii</sup> <http://www.monnaiesendebat.org/spip.php?article74>

<sup>xiv</sup> <http://www.taoaproject.org/monnaies-locales/salvador-la-red-xuchit-tutut-et-ses-udis/>

<sup>xv</sup> <http://www.taoaproject.org/monnaies-locales/honduras-projet-gota-verde/>

<sup>xvi</sup> <http://www.taoaproject.org/monnaies-locales/coopevale-20-nouveau-projet-de-monnaie-locale-au-nicaragua/>

<sup>xvii</sup> [http://alternativesandalliances.files.wordpress.com/2013/07/liberation\\_monnaies\\_locales.pdf](http://alternativesandalliances.files.wordpress.com/2013/07/liberation_monnaies_locales.pdf)

<sup>xviii</sup> <http://www.monnaiesendebat.org/spip.php?article32>

<sup>xix</sup> <http://agirpourlevivant.org/spip.php?article151#.UTy7Xsd6oFc.facebook>

<sup>xx</sup> <http://www.sol-violette.fr/citoyens/pourquoi-payer-en-sol-violette/des-euros-solidaires>

<sup>xxi</sup> <http://www.taoaproject.org/gota-verde-honduras/4-ecologiquement-vivable/>

<sup>xxii</sup> <http://www.agglorouentransition.org/12-collectivites-locales/>